

Résumé d'évaluation

Projet de développement équilibré et durable de la Kadey et de la Mambéré-Kadeï » au Cameroun et en République Centrafricaine - Projet I Yéké Oko (mi-parcours)

Pays : **RCA et Cameroun**

Secteur : **gouvernance**

Évaluateur : **Bureau TEREA**

Date de l'évaluation : 1^{er} avril – 31 juillet 2022

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CZZ 2371

Montant : 12 millions d'euros

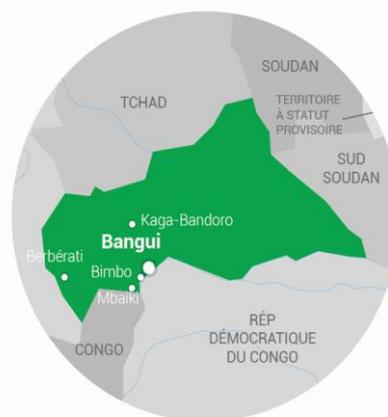
Taux de décaissement :

Signature de la convention

de financement : 13 septembre 2019

Date d'achèvement : 30 avril 2023

Durée : 48 mois



Contexte

La République Centrafricaine a subi depuis trois décennies des crises récurrentes qui ont sérieusement entravé sa trajectoire de développement. La crise de 2012-2014, la plus violente de l'histoire de la RCA a été marquée par des atrocités à grande échelle et des départs massifs de la minorité musulmane du pays, et a conduit à un effondrement des structures sociales et économiques du pays. Le sud-ouest de la RCA est une importante zone d'origine et de retour des réfugiés centrafricains du Cameroun, et fait figure de territoire relativement stabilisé, malgré de récents conflits. Des actions de relèvement et de développement peuvent être appuyées, en relais des acteurs humanitaires. L'appui à la cohésion y est donc essentiel, dans l'intérêt des populations qui y vivent et de celles qui pourraient y revenir demain.

Intervenants et mode opératoire

La convention de financement a été signée entre l'AFD et la Croix-Rouge française (CRF) qui est responsable d'un consortium formé de Action contre la Faim (France), CARE France, l'IRAM et le Norwegian Refugee Council (NRC) chacun ayant en charge des activités ciblées répondant à leurs champs d'expertise. ACF, CARE, NRC et CRF interviennent au Cameroun ; NRC, IRAM et CRF en RCA. La coordination est située à Batouri au Cameroun. Il y a une forte implication des organisations locales dans le projet, afin de mieux répondre aux enjeux locaux.

Objectifs

Le projet a pour objectif général de contribuer au développement équilibré, simultané et durable des territoires touchés par les déplacements de populations issus du conflit centrafricain, en RCA et au Cameroun.

Réalisations attendues

Il vise à traiter les facteurs de vulnérabilité des territoires et renforcer la gouvernance ainsi que les facteurs de résilience des populations hôtes, déplacées et réfugiées des départements de la Mambéré-Kadeï (RCA) et de la Kadey (Cameroun). Il se décline en quatre objectifs spécifiques :

- le renforcement de la gouvernance locale (OS1 : cohésion civique),
- la consolidation du lien social (OS2 : cohésion sociale)
- la relance de l'économie rurale (OS3 : cohésion économique),
- la mise en place d'un système élaboré de collecte de l'information, suivi-évaluation et capitalisation (OS4).

Le renforcement de la cohésion civique, sociale et économique a été réalisé à travers un appui d'un large panel de bénéficiaires : les acteurs publics déconcentrés et décentralisés, les structures traditionnelles locales, les OSC partenaires et bénéficiaires, les regroupements de bases (organisations professionnelles, associations de femmes, de jeunes, groupements).

Appréciation de la performance

Pertinence

Côté centrafricain, les principaux enjeux identifiés au montage du projet étaient et restent d'actualité même si la situation évolue: il est par exemple attendu le retour facilité de 1200 personnes en 2022; ce qui rend la pertinence du projet toujours aussi forte au moins en termes de cohésion sociale et civile. La pertinence de l'appui à la filière économique reste encore difficilement appréciable, car le développement économique nécessite d'abord que les bases sociales soient bien établies.

Côté camerounais, il est à noter que la préparation du projet n'a pas fait l'objet de consultations avec les autorités, notamment au niveau national, et il n'était pas prévu de convention entre l'AFD et l'État camerounais. Après des difficultés vécues dans la mobilisation des services déconcentrés, il est apparue la nécessité de cette convention, qui a facilité la mise en œuvre du projet.

Au niveau transfrontalier, si l'approche globale était pertinente, le principe d'avoir des activités en miroir entre la RCA et le Cameroun est discutable du fait de conditions de développement communal, social et économique très différentes entre les deux pays. De plus, avec le temps, la pacification de la zone, et le retour des réfugiés, le centre de gravité du projet se déplace de plus en plus vers la RCA et se trouve en décalage avec le montage initial rendant de fait ce dernier moins pertinent.

Cohérence

La cohérence externe du projet est forte. En RCA la structuration et la mise en œuvre du projet sont parfaitement alignées avec le Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA). Au Cameroun, les objectifs du projet s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie pour le relèvement et la consolidation de la paix dans les régions du Septentrion et de l'Est. L'inscription du projet dans l'initiative Minka de l'AFD est difficilement appréciable car très peu mise en perspective par les différentes parties.

La cohérence interne est avérée, mais se heurte à la complexité du montage initial, nombreuses activités et sous activités, dans 2 pays, une composante transfrontalière, 5 ONG internationales. La vocation transfrontalière, a priori non dénuée de fondement, apparaît dans les faits peu réaliste, compte tenu des contextes très différents, des possibilités d'échanges et de capitalisation communes relativement limitées.

Efficacité

L'efficacité du projet, par rapport aux résultats attendus, est globalement bonne, notamment en ce qui concerne les composantes de cohésion sociales et civiques, mais extrêmement variable en fonction des composantes et des activités. Généralement les résultats liés à l'approche transfrontalière sont très faibles avec peu d'avancées du fait de causes tant structurelles du projet (montage complexe) que conjoncturelles (fermeture des frontières à cause de la situation sanitaire, risques sécuritaires). Les retards dans le reporting permettent difficilement d'apprécier les avancées du projet.

Efficience

L'efficience du projet est moyenne. Malgré un taux de dépense de seulement 34% pour l'OS1, 41% pour l'OS2 et 23% pour l'OS3, après 33 mois d'intervention (sur 48 prévus), les résultats atteints sont visibles et particulièrement appréciés par l'ensemble des bénéficiaires. Cependant, avec un taux de dépenses RH de 74% certaines activités risquent de ne pas pouvoir être menées au cours de la dernière année. Cela pose également la question de la gestion budgétaire et de l'impossibilité de réaffecter certaines lignes entre les partenaires du consortium afin de maintenir l'équilibre initial.

Impact, Viabilité/durabilité

L'appropriation des structures participatives mises en place (comités communaux, mécanismes LTB, AVEC, clubs des mères, comités de gestion des espaces agropastoraux) est partielle, mais on note une volonté des bénéficiaires de poursuivre ces activités, même en l'absence d'un projet. Cependant, la plupart des acteurs reconnaissent que la situation est encore trop fragile pour se passer d'un appui extérieur.

Conclusions et enseignements

Le projet est sur une bonne dynamique, mais des ajustements importants restent nécessaires pour la dernière année de mise en œuvre et pour une éventuelle poursuite des activités dans la zone, en particulier en termes organisationnels.

La gouvernance du projet n'est pas optimale. Basée au Cameroun, la coordination du projet y a été plus efficace, mais trop éloignée de la partie centrafricaine, et elle n'a pu que partiellement assurer le lien avec le projet dans cette zone.

Les instances de pilotage, COPIL nationaux et transfrontaliers, ne se sont pas réunies comme prévu alors qu'elles constituent un moment privilégié d'échanges et de communication.

À long terme il sera nécessaire :

- d'engager une enquête sur les intentions de retour des populations réfugiées

- de privilégier une organisation nationale de gestion de projet plutôt qu'une gestion transfrontalière

- de se recentrer sur la RCA (coordination à Bangui par exemple) et de sélectionner certaines activités qui feraient l'objet d'un appui côté camerounais

- de mettre en place une gestion de projet de développement (sur le long terme) plutôt qu'une gestion de projet humanitaire.

À court terme, pour la dernière année du projet

- Assurer une coordination efficace entre les partenaires

- Amender les budgets en fonction des besoins par résultat et activité et pas dans le but de garder un équilibre entre les partenaires du consortium

- Tenir les COPIL et COS dans la dernière année et faire le reportage dans les délais fixés

- Améliorer la visibilité de l'AFD et du projet dans la mise en œuvre des activités, en particulier au Cameroun

- Démarrer rapidement le processus de capitalisation

- Développer une stratégie de fin de projet.